

Document:-
A/CN.4/SR.567

Compte rendu analytique de la 567e séance

sujet:
Missions spéciales

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-
1960, vol. I

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

jugements qui s'écartent nettement des normes de justice généralement admises par les Etats civilisés ; si l'on peut dire que cette notion, quelque peu variable, est visée par les mots « principes de justice généralement reconnus dans les systèmes de droit interne », sir Gerald pense que la rédaction antérieure était préférable. Les mots utilisés dans le texte de 1959, « s'il [le jugement] s'écarte nettement des normes de justice généralement admises par les Etats civilisés » ont été critiqués principalement parce que le mot « civilisés » était équivoque ; personnellement, sir Gerald préfère les mots « normes de justice généralement admises ». Lorsque la question a été examinée à la session précédente, M. Žourek a proposé les mots « règles communes aux principaux systèmes juridiques du monde »⁹, formule qui paraît préférable à la mention des « systèmes de droit interne ».

57. Pour conclure, sir Gerald répète que ces critiques, comme les autres critiques qui ont été formulées à l'égard du nouveau projet, ne doivent pas être interprétées comme voulant dire que les améliorations apportées à ce texte par rapport au projet de 1929 ne soient pas appréciées à leur juste valeur.

La séance est levée à 18 h. 10

⁹ *Annuaire de la Commission du droit international*, 1959, vol. I (publication des Nations Unies, n° de vente : 59. V. I, vol. 1), 513^e séance, par. 6.

567^e SÉANCE

Mardi 21 juin 1960, à 9 h. 30

Président : M. Luis PADILLA NERVO

Diplomatie *ad hoc* (A/CN.4/129, A/CN.4/L.87, A/CN.4/L.88, A/CN.4/L.89) [suite*]

[Point 5 de l'ordre du jour]

1. Le PRÉSIDENT invite la Commission à reprendre l'examen de l'applicabilité aux missions spéciales de l'article 3 (*Fonctions d'une mission diplomatique*) du projet de 1958 sur les relations diplomatiques¹ et rappelle que le rapporteur spécial a proposé de l'exclure des dispositions applicables aux missions spéciales.

2. M. JIMÉNEZ de ARÉCHAGA dit que les dispositions de l'article 3 s'appliquent aux missions spéciales, mais uniquement dans les limites des tâches précises qui leur sont confiées.

3. M. MATINE-DAFTARY, tout en approuvant l'idée émise par M. Jiménez de Aréchaga, estime

qu'elle devrait faire l'objet d'un article spécial, étant donné que l'article 3 ne peut être amendé. La Commission devrait mettre au point une disposition stipulant que les fonctions de la mission spéciale sont dans chaque cas fixées par voie d'accord entre les deux Etats intéressés.

4. M. ERIM fait remarquer qu'il est essentiel de trouver une formule qui permette d'appliquer aux missions spéciales les diverses dispositions du projet de 1958. Il pense que toutes les fonctions exposées dans les alinéas de l'article 3 peuvent être confiées aux missions spéciales. Ces alinéas donnent une description des fonctions diplomatiques en général et constituent la pierre angulaire de la fonction diplomatique dans son ensemble, qu'il s'agisse de missions spéciales ou permanentes.

5. M. TOUNKINE est d'avis qu'il faut laisser aux deux Etats intéressés le soin de délimiter l'ampleur des fonctions confiées aux missions spéciales. L'article 3 expose les attributions qui caractérisent la mission permanente et ne peut, sous sa forme actuelle, s'appliquer aux missions spéciales.

6. M. YASSEEN signale que l'article 3 stipule que les fonctions d'une mission diplomatique « consistent notamment » à accomplir les tâches énumérées dans les alinéas a) à e). La situation est totalement différente en ce qui concerne les missions spéciales : une mission spéciale peut n'avoir qu'une des fonctions énumérées aux alinéas a) à e) ou même se voir confier une tâche qui n'y est pas mentionnée. Cette éventualité est une raison nouvelle pour ne pas rendre l'article 3 applicable aux missions spéciales.

7. M. PAL estime que, même dans les limites suggérées par M. Jiménez de Aréchaga, l'article 3 tel qu'il se présente actuellement ne saurait s'appliquer aux missions spéciales. Tout au plus pourrait-on insérer les alinéas a) et c) dans un contexte qui les rende applicables à une mission de cette nature : cela entraînerait d'ailleurs un remaniement du texte même de ces alinéas. Quant aux autres dispositions, elles demeureraient toujours inappropriées pour définir les fonctions d'une mission spéciale, compte tenu même de la précision proposée par M. Jiménez de Aréchaga. L'article 3, sous sa forme actuelle, n'est certainement pas applicable aux missions spéciales et c'est le seul point qui importe à la Commission pour le moment.

8. M. BARTOŠ pense qu'il est essentiel d'insérer dans le projet d'articles sur la diplomatie *ad hoc* une disposition stipulant que les fonctions d'une mission spéciale sont celles qui ont été fixées par l'Etat accréditant et acceptées par l'Etat accréditaire.

9. Il conviendrait, en outre, de mentionner dans le commentaire le rapport qui existe entre les pouvoirs d'une mission spéciale et ceux d'une mission diplomatique permanente. Il se pourrait, par exemple, qu'une mission spéciale soit envoyée

* Reprise des débats de la 565^e séance.

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale*, Treizième session, Supplément n° 9 (A/3589, chap. III).

pour négocier une affaire particulière et que l'ambassadeur permanent de l'Etat accréditant intéressé règle cette affaire pendant le séjour de la mission spéciale dans l'Etat accréditaire.

10. M. SANDSTRÖM (Rapporteur spécial) fait observer qu'une mission spéciale est chargée d'exercer une fonction précise et non les diverses fonctions énoncées à l'article 3, bien que, naturellement, certaines d'entre elles puissent trouver leur application dans le cas particulier.

11. Il estime, quant à lui, qu'il suffirait de mentionner dans la définition de la mission spéciale que les fonctions de la mission spéciale sont fixées par voie d'accord entre les deux Etats intéressés.

12. Le PRÉSIDENT, prenant la parole en qualité de membre de la Commission, souligne qu'il ressort clairement de l'article 3 que les fonctions d'une mission diplomatique comprennent, à tout moment, celles qui sont énumérées dans les alinéas a) à e) et certaines autres comme l'indique le terme « notamment ». Il n'en va, évidemment, pas de même en ce qui concerne les missions spéciales ; l'article 3, sous sa forme actuelle, ne saurait par conséquent leur être appliqué. L'exclusion de cet article des dispositions applicables aux missions spéciales n'impliquerait pas, naturellement, que les fonctions en question ne peuvent, en partie ou en totalité, leur être confiées ; les deux Etats intéressés préciseraient les tâches de la mission dans l'accord relatif à son envoi et à son acceptation.

13. Prenant la parole en qualité de Président, il déclare qu'en l'absence d'opposition, il considérera que la Commission a décidé que l'article 3 du projet de 1958 ne s'applique pas, sous sa forme actuelle, aux missions spéciales. Les réserves exprimées par certains membres seront communiquées au Comité de rédaction.

Il en est ainsi décidé.

14. M. SANDSTRÖM (Rapporteur spécial) expose que l'article 4 (*Nomination du chef de mission : agrément*) du projet de 1958 ne s'applique pas aux missions spéciales. Il établit des règles strictes concernant l'agrément du chef de la mission permanente. La composition d'une mission spéciale peut faire l'objet d'un échange de vues par lettres avant l'envoi de la mission sans qu'il y ait quoi que ce soit qui ressemble à un agrément formel.

15. M. JIMÉNEZ de ARÉCHAGA fait observer que s'il est quelquefois exact que l'acceptation d'une mission spéciale comporte l'acceptation de sa composition, tel n'est pas toujours le cas. Lorsque la composition d'une mission n'a pas été acceptée en même temps que son envoi, l'agrément est ultérieurement requis.

16. Si donc la Commission déclarait que l'article 4 ne s'applique pas aux missions spéciales, on pourrait en conclure que l'agrément n'est en aucun cas nécessaire, lorsqu'il s'agit de la composition de ces missions.

17. Le PRÉSIDENT, prenant la parole en qua-

lité de membre de la Commission, dit que telle n'est pas son interprétation. La suppression de l'article 4 signifierait simplement que la procédure d'agrément en ce qui concerne la composition d'une mission spéciale n'est pas nécessairement la même que celle qui est suivie lors de la nomination du chef de la mission permanente.

18. Dans la pratique, la procédure formelle d'agrément n'est pas toujours suivie lorsqu'il s'agit de missions spéciales. L'Etat accréditant notifie naturellement la composition de la mission spéciale à l'Etat accréditaire — qui peut s'y opposer — mais la procédure d'agrément n'est pas véritablement suivie.

19. M. TOUNKINE fait remarquer que la pratique des Etats consiste à demander un visa pour les membres d'une mission spéciale, mais qu'ils ne sollicitent jamais un agrément spécial. Toute décision rendant l'article 4 applicable aux missions spéciales créerait une complication inutile et serait inacceptable pour la plupart des Etats.

20. Il demande instamment à la Commission de déclarer que l'article 4 ne s'applique pas aux missions spéciales. Cette décision confirmerait l'usage en vigueur en la matière.

21. M. SANDSTRÖM (Rapporteur spécial) explique qu'il s'est efforcé de rédiger l'article 3, figurant dans la première version proposée du projet d'articles (A/CN.4/129), de façon à éviter que l'agrément formel ne soit obligatoire pour l'envoyé itinérant ou les membres d'une mission spéciale : en conséquence la rédaction ne devrait pas soulever les objections d'ordre pratique avancées par certains membres.

22. La lenteur des travaux de la Commission l'a incité à présenter une troisième version (A/CN.4/L.89). Les membres constateront qu'aux termes de l'article 2 de cette nouvelle proposition, les dispositions des sections II, III et IV du projet de 1958 relatif aux privilèges et immunités diplomatiques s'appliquent également aux missions spéciales ; l'applicabilité des dispositions de la première section sera traitée dans l'alinéa a) au commentaire qui fait suite au nouvel article 2. Si l'on pouvait déduire du nouvel article 2 que les dispositions de la section 1 du projet de 1958 ne sont pas applicables, et il ne pense pas que ce soit le cas, une nouvelle solution consisterait encore à insérer un article additionnel stipulant que les dispositions de cette section s'appliquent *mutatis mutandis* aux missions spéciales dans des circonstances analogues.

23. M. TOUNKINE, rappelant la nouvelle proposition présentée par le rapporteur spécial, déclare que si les dispositions des sections II, III et IV du projet de 1958 peuvent être considérées comme étant applicables sans qu'il soit besoin de prévoir des exceptions, il se demande néanmoins si une déclaration générale sur l'applicabilité des dispositions de la première section du genre de celle qui a été exposée par le rapporteur spécial serait indiquée.

24. M. BARTOŠ est enclin à partager l'opinion

de M. Tounkine. La formule *mutatis mutandis* n'est, en aucune façon, entièrement satisfaisante.

25. C'est ainsi qu'il serait peut-être préférable de décider que les dispositions de l'article 4 du projet sur les relations diplomatiques s'appliquent également aux envoyés itinérants et aux missions spéciales : ce qui supposerait que l'agrément est généralement tacite. Dans le nouveau texte la formule *mutatis mutandis* reviendrait à dire que l'agrément formel est indispensable. Ici encore, dans le cas des missions spéciales, la présentation formelle des lettres de créance n'a pas à être solennelle.

26. Il serait contre une clause générale du genre de celle qu'a proposée le rapporteur spécial étant donné qu'elle ne donnerait aucune indication précise sur les modalités d'application des dispositions de la section I. Il est évident que la Commission doit codifier les règles relatives à la diplomatie *ad hoc* compte tenu de celles qui régissent les relations diplomatiques ordinaires, mais il convient de maintenir une nette distinction entre elles, et il craint que la formule *mutatis mutandis* ne contribue à susciter des controverses au sujet de l'interprétation. Il ne saurait donc être en faveur de la nouvelle version proposée pour l'article 2 et il met la Commission en garde contre le danger qu'il y a à confondre la forme et le fond.

27. M. JIMÉNEZ de ARÉCHAGA admet que lorsqu'il s'agit d'accréditer des missions spéciales la procédure revêt un caractère moins solennel que dans le cas de missions permanentes, mais il souligne combien il importe d'éviter que l'on ne puisse en déduire que le consentement de l'Etat accréditaire n'est pas exigé. Il ne suffit pas de l'expliquer dans le commentaire, l'expérience ayant montré que les gouvernements ne tiennent souvent pas compte des commentaires joints aux projets préparés par la Commission.

28. M. ERIM déclare que les termes de l'article 2 de la nouvelle proposition du rapporteur spécial pourraient donner lieu à des interprétations diverses, car il n'y est pas précisé que l'Etat accréditant est tenu de faire connaître à l'Etat accréditaire le ou les noms de l'envoyé itinérant et des membres d'une mission spéciale.

29. Le PRÉSIDENT note que la Commission semble être d'accord, pour ce qui est de l'application aux missions spéciales de l'article 4 du projet relatif aux relations diplomatiques, sur le fait que la procédure d'acceptation d'un envoyé itinérant ou des membres d'une mission spéciale par l'Etat accréditaire n'est pas toujours la même que la procédure habituelle de l'agrément, mais que le consentement de l'Etat accréditaire est toujours requis et peut être refusé.

30. Le Président invite la Commission à examiner si l'article 5 (*Accréditation auprès de plusieurs Etats*) du projet sur les relations diplomatiques est applicable aux missions spéciales.

31. M. SANDSTRÖM (Rapporteur spécial) souligne qu'il n'a pas considéré que l'article 5 s'applique directement aux chefs des missions spé-

ciales, bien que l'Etat accréditaire puisse avoir le droit de formuler des objections lorsque l'Etat accréditant lui fait savoir qu'un envoyé itinérant ou une mission spéciale pourrait aussi être envoyé dans un autre pays.

32. Le PRÉSIDENT, prenant la parole en qualité de membre de la Commission, approuve l'article 5 en tant qu'il s'applique au chef d'une mission diplomatique permanente, car certains Etats hésitent à accepter comme chef d'une mission permanente une personne qui est aussi accréditée auprès d'un autre Etat. Il est néanmoins persuadé qu'un Etat de résidence ne saurait s'opposer à ce qu'un envoyé itinérant ou le chef d'une mission spéciale soit envoyé aussi dans d'autres Etats.

33. M. JIMÉNEZ de ARÉCHAGA estime qu'il serait fâcheux que l'on puisse interpréter l'article 5, en tant qu'il s'applique aux missions spéciales, comme signifiant que le chef d'une mission spéciale ne peut être accrédité auprès de plus d'un Etat, car c'est une pratique très généralisée que d'accréditer les chefs des missions spéciales auprès de plusieurs Etats.

34. Le PRÉSIDENT, prenant la parole en tant que membre de la Commission, précise qu'il n'a évidemment pas voulu dire qu'un Etat d'envoi ne peut pas accréditer le chef d'une mission spéciale auprès de plus d'un Etat. Il a simplement entendu souligner que la clause de l'article 5 ne peut s'appliquer aux missions spéciales, car l'Etat accréditaire n'a pas le droit de s'opposer à ce que cette mission soit également accréditée auprès d'autres Etats. Il se peut d'ailleurs qu'il n'en soit pas informé.

35. M. BARTOŠ souligne qu'il y a eu, dans la pratique, des cas qui ont paru justifiés et où un Etat accréditaire a refusé d'accepter une mission spéciale qui devait être accréditée auprès d'autres Etats, comme, par exemple, lorsqu'une même mission spéciale devait être accréditée à la fois auprès d'Israël et auprès d'Etats arabes. De même, certains Etats d'Amérique latine ne sont disposés à recevoir des missions d'amitié qu'à condition de pouvoir préciser l'ordre dans lequel ces missions visiteront les divers pays auprès desquels elles sont accréditées. Il faut tenir compte de situations politiques de ce genre, car elles ne sont pas exceptionnelles. Les circonstances dans lesquelles sont accréditées les missions spéciales ne sont pas les mêmes que pour les missions diplomatiques permanentes.

36. M. SCALLE engage la Commission à ne pas se lancer dans un examen détaillé de la pratique, qui peut varier à l'infini. Il aurait cru que la simple insertion du mot « spéciale » avant le mot « mission » dans l'article 5 aurait suffi pour que ce texte soit considéré comme applicable. Il en va de même pour presque tous les autres articles du projet.

37. Pour M. TOUNKINE, bien qu'il n'y ait peut-être pas de règle de droit international autorisant un Etat accréditaire à s'opposer à ce qu'une

mission spéciale soit également accréditée auprès d'autres Etats (la tâche de cette mission spéciale étant, par définition, limitée au territoire de l'Etat accréditaire), la Commission pourrait, en pratique, tenir compte des réalités politiques et, en tant que développement nouveau, permettre à l'Etat de résidence de soulever de telles objections : cette disposition pourrait alors être soumise à l'examen de la conférence diplomatique.

38. M. BARTOŠ déclare que, malgré tout le respect qu'il a pour l'opinion autorisée de M. Scelle, il persiste à dire que, du point de vue juridique, la question posée par l'article 5 n'est pas la même pour les missions permanentes et pour les missions spéciales.

39. M. MATINE-DAFTARY indique que, si l'article 5 dans sa forme actuelle était rendu applicable aux missions spéciales, l'institution même de la diplomatie *ad hoc* perdrait tout son sens, car cette disposition permettrait à un Etat de résidence de mettre obstacle aux projets d'un Etat d'envoi dont l'intention serait, par exemple, de nommer une mission spéciale pour étudier les débouchés commerciaux dans divers pays. La Commission ne saurait tirer une règle de certains cas exceptionnels tels que ceux qui ont eu pour origine l'état de guerre entre Israël et les pays arabes.

40. Le PRÉSIDENT remarque que la Commission semble penser en général que la question de l'acceptation d'une mission spéciale sera résolue au cours des négociations que les deux Etats tiendront au sujet de l'envoi de la mission. Toutefois, M. Tounkine a dit qu'il serait peut-être souhaitable de prévoir, dans une disposition expresse, les cas où un Etat enverrait la même mission spéciale dans plusieurs pays.

41. M. TOUNKINE indique que tout gouvernement a le droit, à tout moment, de refuser de recevoir une mission spéciale, qu'une disposition expresse à cet effet soit ou non ajoutée à l'article 5.

42. M. SANDSTRÖM (Rapporteur spécial) juge qu'il n'est pas nécessaire de rendre l'article applicable aux missions spéciales pour tenir compte des situations mentionnées par M. Tounkine. Ainsi que M. Tounkine l'a lui-même fait observer, les gouvernements ont à tout moment le droit de refuser de recevoir une mission spéciale.

43. Le PRÉSIDENT estime que, telle étant l'interprétation de la situation à propos de l'article 5, la Commission peut aborder la question de l'application à la diplomatie *ad hoc* de l'article 6 (*Nomination du personnel de la mission*) du projet sur les relations diplomatiques.

44. M. SANDSTRÖM (Rapporteur spécial), se référant tout d'abord à la première phrase de l'article 6, rappelle que la formule « nomme à son choix les membres du personnel de la mission » a été insérée en tenant compte de l'existence d'un article relatif à la nomination du chef de la mission, article qui ne s'applique pas aux membres du per-

sonnel de la mission. Il estime donc que la première phrase ne s'applique pas aux missions spéciales, car il est évident que l'Etat d'envoi nomme à son gré les membres du personnel d'une mission spéciale.

45. M. ERIM estime qu'il s'agit là d'une question de principe. Certains membres de la Commission ont souligné, à propos de l'article 5, que l'Etat accréditaire éventuel peut refuser de recevoir une mission spéciale envoyée dans plus d'un pays. De même, si une personne qui a été déclarée *persona non grata* en tant que membre d'une mission permanente est proposée pour faire partie d'une mission spéciale, l'Etat de résidence devrait pouvoir la refuser. Ce n'est là qu'un exemple. Il peut y avoir beaucoup d'autres raisons de refuser de recevoir un membre d'une mission spéciale. Cette question touche aux relations entre Etats, qui ont pour fondement le consentement mutuel. Si la Commission décide que l'article 6 ne s'applique pas aux missions spéciales, cette décision pourrait être interprétée comme signifiant que le consentement de l'Etat accréditaire n'est pas nécessaire pour la désignation du personnel d'une telle mission.

46. M. SANDSTRÖM (Rapporteur spécial) fait observer que la solution du problème soulevé par M. Erim est donnée par l'article 3 de son projet (A/CN.4/129, première version proposée), aux termes duquel un Etat a le droit de déclarer *persona non grata* ou personne non acceptable le chef ou l'un des membres d'une mission spéciale, même si cet Etat a préalablement donné son agrément officiel à la nomination de cette personne.

47. Le PRÉSIDENT, prenant la parole en tant que membre de la Commission, estime lui aussi que l'article 3 du projet du rapporteur spécial répond à l'objection de M. Erim. La Commission a, en outre, décidé que l'Etat accréditant doit s'assurer que l'Etat accréditaire a agréé la personne proposée comme chef d'une mission spéciale. A plus forte raison, l'Etat accréditaire peut-il refuser de recevoir un membre quelconque de la mission spéciale.

48. M. SANDSTRÖM (Rapporteur spécial) dit, à propos de la deuxième phrase de l'article 6 du projet relatif aux relations diplomatiques, qu'à son avis, cette phrase ne s'applique pas aux missions spéciales, car les attachés militaires, navals ou de l'air ne sont généralement pas désignés pour faire partie d'une mission spéciale.

49. M. TOUNKINE estime que les dispositions de l'article 8 (*personne déclarée non grata*), que le rapporteur spécial considère comme s'appliquant à la diplomatie *ad hoc*, répondent aux objections de M. Erim.

50. M. ERIM n'est pas d'accord avec M. Tounkine sur ce point, car l'article 8 se rapporte au cas où une personne peut être déclarée *persona non grata* après que la mission a été désignée et non au moment de sa nomination. A son avis, l'Etat accréditaire doit avoir le droit, pendant les négociations qui précèdent l'envoi de la mission

spéciale, de déclarer certaines personnes inacceptables comme membres de cette mission. On peut opposer la même objection à l'article 3 du projet du rapporteur spécial, qui prendrait effet après la nomination des membres. Il s'agit en réalité de savoir si la composition de la mission spéciale doit être établie par consentement mutuel.

51. M. SANDSTRÖM (Rapporteur spécial) précise qu'il va sans dire que l'Etat accréditant communiquera à l'Etat accréditaire les noms des personnes qui doivent faire partie de la mission spéciale et c'est à ce stade que l'Etat de résidence peut faire objection à la nomination de certaines d'entre elles.

52. M. PAL estime que la Commission s'écarte de l'objectif qui est le sien. Lorsqu'elle a adopté l'article 6 du projet sur les relations diplomatiques, elle a décidé, à tort ou à raison, qu'aucun accord préalable n'est nécessaire pour la nomination du personnel d'une mission diplomatique ; elle a jugé que l'article 8 constituait une garantie suffisante à cet égard en ce qui concerne la nomination des membres de ce personnel. La question qui se pose actuellement à la Commission n'est pas de savoir si ces articles prévoient dûment tous les cas possibles, mais si dans leur teneur présente ils sont applicables aux missions spéciales. Il est probable que les membres de la Commission, qui ont des doutes sur la sagesse des dispositions de l'article 6, considèrent cet article comme inacceptable également dans le cas des missions spéciales. Toutefois, M. Pal est d'accord, quant à lui, avec M. Tounkine, pour penser que l'article 8 est suffisant, et que la question soulevée par M. Erim ne se pose pas, puisque les mots « non acceptables » sont assez larges pour englober aussi le refus opposé avant que l'intéressé n'ait été désigné. Il ne faut pas oublier, non plus, que le rapporteur spécial, aussi bien que M. Jiménez de Aréchaga, considèrent l'article 8 comme applicable à la diplomatie *ad hoc* et que personne n'est opposé à son applicabilité. Par conséquent, la Commission n'est pas saisie, pour le moment, de la question soulevée.

53. M. ERIM dit que son intention n'était pas de juger quant au fond l'article 6 du projet relatif aux relations diplomatiques mais simplement de lever certaines difficultés qui se posent à propos des missions spéciales. La Commission a pour tâche de combler les lacunes du projet relatif à la diplomatie *ad hoc* ; or, il n'existe dans ce projet aucun article correspondant à l'article 6. Le rapporteur spécial a donné verbalement l'assurance que l'Etat accréditaire a le droit de refuser son accord sur la composition d'une mission spéciale. Cette assurance devrait figurer dans le commentaire ou dans un article spécial.

54. En ce qui concerne la déclaration du rapporteur spécial au sujet de la deuxième phrase de l'article 6, M. Erim estime que, si les membres d'une mission spéciale chargés de traiter de questions militaires, navales ou aériennes ne sont pas à proprement parler des attachés, certaines missions spéciales, notamment celles qui s'occupent

de questions de défense, peuvent être composées en majeure partie de personnel militaire. Il serait donc bon de faire mention de ce personnel dans le projet.

55. M. JIMÉNEZ de ARÉCHAGA précise que l'article 6 du projet relatif aux relations diplomatiques contient deux dispositions principales, à savoir, premièrement, que l'Etat accréditant nomme à son choix les membres du personnel de la mission et deuxièmement que les noms des attachés militaires, navals ou de l'air sont soumis à l'avance, aux fins de consentement, à l'Etat accréditaire. Si la Commission déclare que l'article n'est pas applicable au cas des missions spéciales, la conséquence d'une telle décision sera que l'Etat accréditant ne pourra pas nommer à son choix les membres du personnel d'une mission spéciale et que l'Etat accréditaire n'aura pas le droit d'exiger que les noms du personnel militaire de cette mission lui soient soumis à l'avance ; or, il ressort des débats de la Commission que cette interprétation irait à l'encontre de l'avis de tous les membres. Au surplus, M. Jiménez de Aréchaga fait observer que les missions spéciales d'un grand nombre d'Etats américains sont accompagnées d'attachés militaires, navals ou de l'air ainsi désignés.

56. M. BARTOŠ reconnaît avec M. Erim que, si, en règle générale, les attachés militaires, navals ou de l'air ne font pas partie des missions spéciales, néanmoins des experts militaires, navals ou de l'air peuvent être attachés à certaines missions spéciales, notamment à celles qui ont à s'occuper de questions touchant la délimitation de frontières et de diverses questions navales. Pour des raisons d'ordre pratique, il est souhaitable que l'Etat accréditaire ait le droit d'exiger que les noms de ces experts lui soient soumis à l'avance aux fins de consentement. C'est ainsi, par exemple, que certains des Etats balkaniques ont pour habitude de déclarer le personnel militaire inacceptable dans les missions spéciales chargées de la recherche de personnes décédées pendant la guerre. Cette manière de faire ne s'inspire pas seulement de motifs d'ordre stratégique : à une époque où la Yougoslavie entretenait des relations diplomatiques avec la République fédérale d'Allemagne, elle a accepté une mission de ce genre mais a refusé d'accepter au nombre des membres des personnes qui avaient participé aux combats sur les champs de bataille où les recherches devaient avoir lieu. Le Gouvernement yougoslave a suggéré que, dans ces missions, le personnel militaire soit remplacé par des médecins et autres spécialistes. Le principal souci du Gouvernement yougoslave en agissant de la sorte était d'éviter de heurter les sentiments de la population locale.

57. La Yougoslavie a également eu un différend avec la Turquie au sujet de la composition d'une mission chargée de négociations concernant les biens des ressortissants turcs en Yougoslavie. Le Gouvernement turc avait désigné comme experts dans cette mission d'anciens citoyens yougoslaves ; le Gouvernement yougoslave a donné son agrément à la nomination de ces personnes mais seulement

à la condition qu'aucune négociation directe n'aurait lieu avec elles.

58. De l'avis de M. Bartoš, les dispositions de l'article 8 du projet relatif aux relations et immunités diplomatiques, en vertu duquel l'Etat accréditaire peut déclarer qu'un membre quelconque d'une mission n'est pas acceptable, suffisent à couvrir toutes les situations évoquées par M. Erim.

59. M. SANDSTRÖM (Rapporteur spécial) estime, lui aussi, que l'article 8 suffit à régler la question de l'acceptation des personnes qui doivent faire partie de missions spéciales et, par conséquent, l'on ne doit pas considérer l'article 6 comme s'appliquant à ces missions.

60. Le PRÉSIDENT, résumant le débat, pense que la Commission admet généralement que l'article 6 du projet sur les relations diplomatiques n'est pas applicable aux missions spéciales. Le rapporteur spécial ayant dit que les noms des personnes qui doivent faire partie de la mission spéciale sont communiqués à l'avance à l'Etat accréditaire et que ce dernier a le droit de présenter des objections et de déclarer non acceptable tel ou tel membre d'une mission spéciale, cette déclaration paraît avoir apaisé les craintes exprimées par certains membres de la Commission. De toute façon, l'article 8, que le rapporteur spécial considère comme pouvant s'appliquer à la diplomatie *ad hoc*, couvre à la fois le cas de la non-acceptation d'un membre de la mission et celui où, après agrément, cette personne est déclarée *persona non grata*.

61. Le Président invite la Commission à examiner si l'article 7 (*Nomination de ressortissants de l'Etat accréditaire*) du projet relatif aux relations diplomatiques s'applique aux missions spéciales.

62. M. SANDSTRÖM (Rapporteur spécial) estime qu'il n'est pas nécessaire de prévoir pour les missions spéciales des dispositions analogues à celles de l'article 7, car les cas où un membre d'une mission spéciale est ressortissant de l'Etat accréditaire sont fort rares.

63. Le PRÉSIDENT, prenant la parole en tant que membre de la Commission, fait observer que l'acceptation d'une mission spéciale dépend du consentement de l'Etat accréditaire et que le seul fait de donner son agrément général à la mission spéciale équivaut au consentement prévu dans l'article 7 du projet relatif aux relations diplomatiques.

64. M. ERIM est d'avis d'appliquer aux missions spéciales les dispositions de l'article 7 puisque l'Etat accréditaire a le droit de refuser l'un de ses propres ressortissants comme membre d'une telle mission. Il ne saurait y avoir la différence fondamentale entre les deux types de mission tout au moins pour ce qui est du consentement.

65. M. YASSEEN fait observer qu'en fait il existe une différence fondamentale entre la situation d'une mission permanente et celle d'une mission spéciale. Les missions spéciales étant

envoyées dans l'Etat de résidence pour une période de temps limitée, il est inutile de les assujettir à une restriction d'ordre administratif du genre de celle qui est stipulée dans l'article 7.

66. Le PRÉSIDENT constate que la majorité des membres de la Commission ne semblent pas considérer l'article 7 du projet relatif aux relations diplomatiques comme devant s'appliquer aux missions spéciales puisque la situation de ces dernières relève les articles 8 et 4.

67. M. JIMÉNEZ de ARÉCHAGA pense que la Commission devrait examiner si l'article 8 du projet relatif aux relations diplomatiques doit s'appliquer à la diplomatie *ad hoc*, puisque le rapporteur spécial n'a pas mentionné la section 1 du projet relatif aux relations diplomatiques dans l'article 2 de la nouvelle proposition qu'il a soumise (A/CN.4/L.89).

68. M. SANDSTRÖM (Rapporteur spécial) rappelle que, comme il l'a indiqué, il pourrait rédiger un article spécial aux termes duquel la section 1 de l'article 8 du projet relatif aux relations diplomatiques serait rendue applicable, *mutatis mutandis* aux missions spéciales. Il y a une autre solution qui consisterait à déclarer dans le commentaire que les articles 8 et 9 (*Notification de l'arrivée et du départ*) du projet relatif aux relations diplomatiques s'appliquent aux missions spéciales.

69. Le PRÉSIDENT estime que, quel que soit le texte définitif qui pourrait être adopté, l'opinion de la Commission sur ce point sera commuquée au Comité de rédaction. Au stade actuel, les articles 8 et 9 doivent être considérés comme s'appliquant aux missions spéciales, comme le rapporteur l'a envisagé dans son rapport (A/CN.4/129, par. 14). La Commission doit donc examiner maintenant si l'article 10 du projet relatif aux relations diplomatiques est applicable à la diplomatie *ad hoc*.

70. M. SANDSTRÖM (Rapporteur spécial) fait observer que l'article 10 (*Effectif de la mission*) a été conçu expressément pour les missions permanentes et qu'il ne peut guère s'appliquer aux missions spéciales. De plus, dans ce cas, encore, la faculté dont dispose l'Etat accréditaire d'imposer sa volonté est assez étendue pour que ses intérêts soient protégés et il est inutile de prévoir une clause particulière concernant l'effectif des missions spéciales. En outre, il serait extrêmement difficile de déterminer si « l'effectif dépasse les limites de ce qui est raisonnable et normal » dans le cas des missions spéciales.

71. M. JIMÉNEZ de ARÉCHAGA dit que l'article 10 impose une restriction grave aux pouvoirs de l'Etat accréditant. Tout en reconnaissant avec le rapporteur spécial que, dans la plupart des cas, cette disposition n'intéresserait pas les missions spéciales, il ne serait peut-être pas souhaitable de décider qu'elle ne s'appliquera en aucun cas à ces missions, car cette décision pourrait être interprétée comme signifiant

que les missions spéciales peuvent avoir un effectif illimité.

72. M. ERIM, d'accord avec M. Jiménez de Aréchaga, déclare que l'on doit trouver une formule qui rende une telle interprétation impossible.

73. M. TOUNKINE estime qu'il est impossible, inutile, voire dangereux de chercher à établir une règle juridique pour chaque cas. L'acceptation d'une mission spéciale résulte du consentement que s'accordent réciproquement l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire, et la question de l'effectif de la mission est réglée par les Etats intéressés si tant est qu'elle soit soulevée. Les dispositions de l'article 10 conviennent au cas des missions permanentes, mais la nécessité d'un accord exprès au sujet de l'effectif de la mission compliquerait indûment les dispositions à prendre dans le cas des missions spéciales.

74. M. ŽOUREK, qui partage l'avis du rapporteur spécial, fait observer qu'il est expressément indiqué dans le paragraphe 5 du commentaire de l'article 10 que, de l'avis de certains membres de la Commission, cette disposition ne formule pas une des règles du droit international jusqu'à présent reconnues. La Commission a inséré cet article dans le projet, estimant qu'il constitue une mesure pratique dans le cas des missions permanentes ; mais ni du point de vue technique ni du point de vue pratique, cette disposition ne doit être considérée comme pouvant s'appliquer à une mission spéciale envoyée dans l'Etat de résidence pour une période de temps limitée.

75. M. BARTOŠ, tout en admettant qu'il est inutile de prévoir des règles spéciales concernant l'effectif des missions spéciales, constate que dans la pratique les Etats sont parfois obligés de décider que le personnel de ces missions ne doit pas dépasser un certain effectif. Les pays qui reçoivent de nombreuses délégations risquent d'avoir des difficultés à leur fournir les chambres d'hôtel nécessaires, surtout en certaines saisons ; néanmoins, puisque la question est réglée par l'accord des parties, il n'est pas nécessaire de prévoir de dispositions spéciales à ce sujet.

76. M. YASSEEN estime qu'en décidant de rendre l'article 10 applicable au cas des missions spéciales, on risquerait de faire disparaître la différence qui existe entre les missions permanentes et les missions spéciales. Dans l'article 10, la différence réside dans le fait qu'une mission spéciale comprend généralement un grand nombre d'experts parce qu'elle est dans l'impossibilité de rester en contact avec le gouvernement du pays d'envoi pendant toute la durée de son mandat, alors qu'une mission permanente peut recourir au service des experts locaux ou faire venir des experts de l'Etat accréditant.

77. Le PRÉSIDENT constate que la majorité des membres de la Commission estiment que l'article 10 du projet relatif aux relations diplomatiques n'est pas applicable à la diplomatie *ad hoc* et que le principe du consentement sur

lequel repose l'acceptation de la mission spéciale englobe toutes les considérations d'ordre pratique relatives à l'effectif de cette mission.

La séance est levée à 13 h. 10.

568^e SÉANCE

Mardi 21 juin 1960, à 15 h. 30

Président : M. Luis PADILLA NERVO

Responsabilité des Etats (A/CN.4/96, A/CN.4/106, A/CN.4/111, A/CN.4/119, A/CN.4/125) [suite*]

[Point 3 de l'ordre du jour]

1. M. VERDROSS fait l'éloge des travaux que le Comité juridique interaméricain et la Faculté de droit de Harvard ont consacrés à la responsabilité des Etats. Le projet révisé de Harvard sera très utile à la Commission lorsqu'elle examinera, par articles, le projet du rapporteur spécial.

2. Pour le moment, M. Verdross se bornera à développer sous forme de remarques générales le commentaire succinct qu'il a présenté à ce sujet à la onzième session¹.

3. En premier lieu, comme l'a souligné sir Gerald Fitzmaurice (566^e séance, par. 52) le principe, admis de longue date, selon lequel la responsabilité internationale joue entre Etats et non entre un Etat et un individu, n'est pas fondé sur une doctrine tombée en désuétude ; il fait partie du droit international général que reconnaît la Cour internationale de Justice, la plus haute autorité judiciaire du monde. La nouvelle tendance qui consiste à admettre que des individus puissent avoir des droits sur le plan international n'est qu'une exception à cette règle, exception fondée sur certaines conventions, telles que la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme signée à Rome le 4 novembre 1950².

4. Un Etat qui présente une réclamation au sujet d'un dommage subi par un de ses ressortissants n'agit pas « au nom d'une personne qui est son ressortissant » comme il est affirmé à l'alinéa 2 b) de l'article 20 du projet révisé de Harvard. L'Etat qui présente la réclamation affirme son propre droit. Comme l'ont déclaré à plusieurs reprises l'ancienne Cour permanente et la nouvelle Cour internationale de Justice, ce sont les droits de cet Etat en droit international qui ont été violés dans la personne d'un de ses ressortissants.

5. La formule ainsi adoptée par la Cour inter-

* Reprise des débats de la 566^e séance.

¹ *Annuaire de la Commission du droit international*, 1959, vol. I (publication des Nations Unies, n° de vente : 59. V. 1., vol. I), 512^e séance, par. 32.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 213, p. 221.